

EN QUESTION
sens & engagement

démocratie
écologie
interculturalité
spiritualité

crédit : George Dagerotip - Unsplash

L'écologie peut-elle être populaire ?

/ Rencontre

La gratuité, avec Véronique Perriot

/ International

Les crises à l'Est du Congo

/ Chronique

Le sens politique de l'eucharistie

Revue de sens et d'engagement, *En Question* pose un regard critique mais rempli d'espérance sur notre société. Elle vous aide à comprendre le monde et vous invite à le changer, en promouvant la quête de sens et l'engagement citoyen à la recherche du bien commun et de la justice sociale. Tous les trois mois, elle vous propose de creuser une question liée aux enjeux de démocratie, d'écologie, d'interculturalité et de spiritualité.

La revue *En Question* est éditée par le Centre Avec, centre d'analyse sociale fondé et soutenu par les jésuites et reconnu par le ministère de la Culture (Fédération Wallonie-Bruxelles) pour une mission d'éducation permanente.

Rédacteur en chef Simon-Pierre de Montpellier	Gaël Giraud Manon Houtart Christophe Renders Frédéric Rottier Vincent Vancoppenolle	Editeur responsable Frédéric Rottier Rue Maurice Liétart 31/4 B-1150 Bruxelles	Aucune illustration ne peut être utilisée sans l'accord des auteurs.
Coordinateurs du dossier Claire Brandeleer Christophe Renders Simon-Pierre de Montpellier	Gestion des abonnements Vera Tikhomirova	Nous contacter Centre Avec asbl Rue Maurice Liétart 31/4 B-1150 Bruxelles Tél: +32(0)2.738.08.28 info@centreavec.be www.centreavec.be	N° ISSN 2030-7764
Comité de rédaction Claire Brandeleer Guy Cossée de Maulde Jean-Baptiste Ghins	Mise en page & création graphique Virginie Anne Delaleu	Impression Snel Grafics (Herstal, Belgique).	

Assises d'En Question

Une fois par an, nous réunissons des personnes engagées sur le terrain social, associatif et académique pour croiser leurs savoirs et nourrir la construction de nos dossiers pour l'année à venir. Vous souhaitez vous y investir ? Contactez-nous : info@centreavec.be



“

Une véritable approche écologique se transforme toujours en une approche sociale, qui doit intégrer la justice dans les discussions sur l'environnement, pour écouter tant la clameur de la terre que la clameur des pauvres.

PAPE FRANÇOIS,
Laudato si', 2015, §49.

sommaire

5
édito

SIMON-PIERRE DE MONTPELLIER

6
rencontre

Véronique Perriot : La gratuité, une voie pour construire une autre société
CLAIRE BRANDELEER & CHRISTOPHE RENDERS

14
international

Repères : Crises sécuritaire et humanitaire à l'Est de la RDC
RIGOBERT MINANI BIHUZO SJ

22
signes de contradiction

Renouveler le sens politique de l'eucharistie
ELISABETH VANGANSBEK & JULIEN SÉBERT

74
épinglés

78
humeur

JO de Paris 2024 : Le grand saut du « 9-3 »
BENOÎT HERVIEU-LÉGER

26

dossier

L'ÉCOLOGIE PEUT-ELLE ÊTRE POPULAIRE ?

28 La bataille pour la transition juste
MATTHIAS PETEL

34 La justice sociale, terreau obligatoire de la transition écologique
CHRISTINE MAHY

38 Fatima Ouassak : Penser l'écologie à partir des quartiers populaires
SIMON-PIERRE DE MONTPELLIER

44 La fiscalité écologique : juste ou punitive ?
CHRISTIAN VALENDUC

48 Comment mettre la finance au service de l'écologie ?
GAËL GIRAUD SJ

56 La sécurité sociale de l'alimentation : L'alimentation durable pour combattre l'exclusion ?
CHRISTOPHE RENDERS

62 De claquer en claquer, mon chemin de conversion écologique et sociale
CLAIRE JOASSART

68 en bref

72 engageons-nous

REFONDER L'ÉCOLOGIE DEPUIS LES MARGES

SIMON-PIERRE DE MONTPELLIER, *rédacteur en chef*

Il y a cinq ans, les enjeux écologiques étaient au cœur des préoccupations de l'opinion publique européenne. Après un été 2018 exceptionnellement chaud et sec, les mobilisations pour le climat s'étaient succédé jusqu'aux élections du 26 mai 2019 qui avaient vu les partis écologistes engranger des résultats élevés un peu partout au sein de l'Union européenne, et particulièrement en Belgique. Depuis lors, notre maison commune a continué de se dégrader : six limites planétaires sur neuf ont désormais été franchies, selon le *Stockholm Resilience Centre*. Une transition écologique ambitieuse est donc plus que jamais nécessaire. Et pourtant, le mouvement climat paraît à bout de souffle, les enjeux climatiques et environnementaux ont été étonnamment négligés durant la campagne électorale et, pour les partis écologistes, c'est la douche froide au soir des élections européennes, fédérales et régionales du 9 juin 2024.

Rappelons que les élections ne sont qu'un élément de la démocratie, qui se vit quotidiennement de bien d'autres manières, par exemple à travers les interpellations citoyennes, les mobilisations syndicales, le rôle de l'opposition dans les parlements, les contre-pouvoirs judiciaire et médiatique, la concertation sociale, le dynamisme associatif, la gouvernance partagée en entreprise, etc. Par ailleurs, les préoccupations écologiques ne sont pas réduites aux partis écologistes et, fort heureusement, d'autres partis ont revu à la hausse leurs ambitions pour le climat et l'environnement.

Néanmoins, au lendemain des élections, le mouvement écologiste (entendu au sens large, bien au-delà des partis) ne peut faire l'économie d'une sérieuse remise en question. Pour ce faire, il doit être prêt à interroger ses certitudes, à sortir de sa zone de confort, à se décentrer, à se laisser interpellé. Une piste de réflexion (et d'action), explorée dans le dossier de ce nouveau numéro d'*En Question*, est de prendre au sérieux les vécus, les expériences, les pensées, les luttes et les espérances aux marges de notre société : populations fragilisées, quartiers précarisés, campagnes délaissées. De se laisser bousculer par les marges, quitte à basculer. Telles ces nuées d'étourneaux se laissant guider par ceux qui sont sur les bords, « car ils sont bien plus exposés aux fluctuations », comme l'analyse le biologiste Olivier Hamant (*La Troisième voie du vivant*, Éd. Odile Jacob, 2022). Pour que l'écologie ne soit plus vue comme un privilège de bourgeois, mais devienne un véritable mouvement populaire. ■

dossier

L'ÉCOLOGIE PEUT-ELLE ÊTRE POPULAIRE ?

La réponse aux crises écologiques ne peut s'affranchir des luttes contre les inégalités, sous peine de dérailler. C'est la conviction qui anime l'ensemble de ce dossier. **MATTHIAS PETEL** annonce la couleur : la transition sera juste et démocratique ou elle ne sera pas. **CHRISTINE MAHY** complète le propos : les politiques écologiques doivent nécessairement partir de la réalité des populations les plus précarisées et se construire avec elles. La parole vigoureuse de **FATIMA OUASSAK** est une invitation pressante au mouvement écologiste à se nourrir de l'énergie des quartiers populaires et des luttes anticoloniales. Désamorçant le sobriquet de l'« écologie punitive » dont est parfois affublée la fiscalité écologique, **CHRISTIAN VALENDUC** défend au contraire qu'elle peut et même doit être, à certaines conditions, un instrument de justice environnementale et de justice sociale. Quant à lui, **GAËL GIRAUD** propose de réformer profondément la finance pour qu'elle participe à l'habitabilité de la planète pour toutes et tous. Dans un entretien croisé, **JONATHAN PEUCH** et **CÉLINE NIEUWENHUY**s explorent la sécurité sociale de l'alimentation comme un projet systémique pour répondre aux enjeux de la précarité sociale, de la santé et de la production alimentaire. Enfin, le témoignage de **CLAIRE JOASSART** illustre comment les luttes sociales et écologiques peuvent se renforcer grâce à la spiritualité.



À QUELLES CONDITIONS LA JUSTICE SOCIALE
SERA PAS SACRIFIÉE AUX ENJEUX CLIMATIQUES
À LA RECONQUÊTE DU POUVOIR DE VIVRE !

à lire

Le capital que je ne suis pas ! Mettre l'économie et le numérique au service de l'avenir

ANNE ALOMBERT et GAËL GIRAUD, Fayard, 2024, 198 p.



Paru au printemps 2024, *Le capital que je ne suis pas* est un contrepoint salutaire au très médiatisé *Technopolitique*, publié quelques semaines plus tôt, et qui fournit également une analyse des technologies contemporaines. Ce dernier, signé par la politologue Asma Mhalla, multiplie les déclarations tonitruantes et entraîne le lecteur dans un maelstrom de concepts insaisissables. À l'inverse, le livre d'Anne Alombert, philosophe, et Gaël Giraud, économiste, se démarque par un souci de clarté couplé à une intelligence du détail. Les auteurs parviennent à rendre compte d'un objet polymorphe, le numérique, en le replaçant dans son contexte économique et idéologique, et partitionnent habilement leur argument entre diagnostics généraux et démonstrations précises, souvent inédites même pour le lecteur averti.

Parmi les nombreuses qualités de l'essai, notons la filiation transparente avec une solide tradition de pensée, où l'on rencontre notamment André Gorz, Bernard Stiegler et Jacques Derrida, auquel le titre rend hommage¹, qui intègre l'ouvrage dans une réflexion progressive et invite le lecteur à prendre le train en marche.

Tout l'enjeu du texte est de dépasser le conflit entre, d'une part, celles et ceux qui estiment que le développement technologique est un fait unilatéral dont il s'agit d'espérer des gains de productivité et, d'autre part, les détracteurs du « technoféodalisme » qui ne voient dans les plateformes numériques qu'un énième avatar de la domination, à rejeter en bloc. Au-delà de ces impasses, il s'agit de formuler une critique capable de « mettre l'économie et le numérique au service de l'avenir ».

Le propos se structure en trois temps. Nous sommes d'abord invités à comprendre le numérique comme un dispositif qui se déploie, à l'heure actuelle, dans un contexte de « capitalisation », soit l'opération par laquelle toute entité se retrouve réduite à un stock envisagé selon les bénéfices que son exploitation pourrait engendrer. Au sein de ce paradigme surgit désormais la possibilité de saisir les êtres humains comme des « stocks de données » auxquels appliquer des calculs statistiques mis au service de la recommandation automatique de produits consommables. Le temps d'utilisation des objets connectés devient alors convertible en une marchandise dont raffolent les entreprises publicitaires : des probabilités de comportement.

Le livre explore ensuite les conséquences d'une telle capitalisation numérique au-delà de l'économie de l'attention. Réduisant le savoir à des flux de données, les plateformes hégémoniques « prolétarisent » les personnes en les dépossédant de leurs savoir-faire et savoir-penser. Le travail risque de devenir une suite de tâches basiques dont la finalité n'est plus de produire consciemment un bien ou un service, mais d'entraîner les larges modèles de langage qui sont au cœur des mécaniques qu'on nomme, à tort, « intelligence artificielle ». Or, là où l'on prétend remplacer une pratique par un logiciel, comme c'est le cas lorsqu'on confie à une IA le choix de rendre un jugement sur une peine, on empêche l'être humain de faire advenir l'inédit grâce à sa propre capacité d'interprétation. Le monde se retrouve alors glacé dans les logiques et biais dominants au détriment de l'initiative politique, dont l'objet est justement la contradiction.

À l'aune de cette analyse, enfin, il devient possible de penser un modèle alternatif : une économie des communs et de la *contribution*, au sein de laquelle les technologies numériques servent l'intelligence collective. La technique décentralisée du *peer to peer* (P2P), plébiscitée par l'activiste belge Michel Bauwens, qui repose sur le partage d'information entre contributeurs libres, en annonce déjà la forme.

En trois mouvements conceptuels – capitalisation, prolétarianisation, contribution – les auteurs parviennent à montrer que le(s) numérique(s) se situe(nt) à l'intersection de projets de société antagonistes, qui sous-tendent différents fondamentaux anthropologiques. On se réjouira de voir détaillées des propositions sans doute peu connues du public, comme l'éclairante théorie de la contribution de Lloyd Shapley, qui élargissent un débat marqué par une tendance à la répétition. On s'étonnera toutefois de la volonté finale de dépasser le clivage entre socialisme et libéralisme par l'intermédiaire d'un débat autour des techniques posées comme commun. Est-ce une énième tentative de vouloir contourner le problème *politique* des intérêts rivaux – par exemple entre Microsoft et les citoyens européens – au profit d'une discussion *éthique* sur le bon usage des technologies ? Puisque là n'est évidemment pas l'intention des auteurs, un tel étonnement ne fait que stimuler l'envie de poursuivre la conversation.

JEAN-BAPTISTE GHINS

NOTE

1. Le philosophe français a conduit un séminaire intitulé *L'animal que donc je suis*, publié sous forme de livre en 2006.

L'écologie peut-elle être populaire ?

Trop souvent encore, les enjeux d'écologie sont abordés indépendamment de la réalité des multiples inégalités qui traversent notre société : inégalités socio-économiques, de genre, raciales, entre le Nord et le Sud, etc. Pourtant, crise écologique et inégalités sont fortement imbriquées, et on ne peut pas prétendre résoudre la première sans sérieusement réduire les secondes. Cette articulation et les arbitrages qu'elle suppose doivent, pour être acceptés et portés par le plus grand nombre, s'inscrire au cœur de la démocratie. Ce numéro estival de la revue *En Question* entend contribuer au débat, et prend position : pour une transition écologique juste, il est fondamental de penser et agir à partir des situations d'inégalité et de précarité. C'est pourquoi, le présent dossier part des marges de la société pour s'engager dans la construction d'un avenir plus juste pour notre Terre et tous ses habitants.

“ Comment voulez-vous lutter sérieusement contre les ravages de la terre sans prendre en considération la sous-humanisation des populations qui y vivent ?

FATIMA OUASSAK

Ont contribué à ce numéro : Claire Brandeleer, Simon-Pierre de Montpellier, Jean-Baptiste Ghins, Gaël Giraud, Benoît Hervieu-Léger, Claire Joassart, Christine Mahy, Rigobert Minani Bihuzo, Céline Nieuwenhuys, Fatima Ouassak, Véronique Perriot, Matthias Petel, Jonathan Peuch, Christophe Renders, Julien Sébert, Christian Valenduc, Elisabeth Vangansbek.



analyser pour s'engager

Prix de vente : 10€